



Conseil économique et social

Provisoire

30 avril 2007

Français

Original: anglais

Reprise de la session d'organisation pour 2000

Compte rendu analytique provisoire de la 7^e séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 6 mai 1999, à 10 h

Président: M. Fulci (Italie)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour et des autres matières organisationnelles (*suite*)

Élections, nominations, confirmations et désignations (*suite*)

Les rectifications au présent compte rendu de séance doivent être soumises dans l'une des langues de travail. Elles doivent être consignées dans un mémoire et également portées sur une copie du compte rendu. Elles doivent être envoyées *dans un délai d'une semaine à compter de la date du présent compte rendu* au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

00-45584 (F)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour et des autres matières organisationnelles (suite) (E/1999/2/Add.1 et E/1999/5)

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial

Le Président rappelle qu'il a été recommandé, au cours des consultations informelles, que le Conseil attende l'occurrence de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui doit avoir lieu en novembre prochain, avant de mettre en œuvre les dispositions de la résolution 53/223 de l'Assemblée générale. Il suppose dès lors que le Conseil décide de procéder aux élections au Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial après qu'une action ait été entreprise par la Conférence de la FAO.

Il en est ainsi décidé.

Comité d'experts en matière de transport de marchandises dangereuses

Le Président invite le Conseil à examiner la candidature de la République tchèque en qualité de membre à part entière du Comité d'experts en matière de transport de marchandises dangereuses. Dans le document E/1999/5, le Secrétaire général approuve la candidature de la République tchèque en qualité de membre à part entière au Comité. Il suppose que le Conseil souhaite appuyer la décision du Secrétaire général.

Il en est ainsi décidé.

Élections, nominations, confirmations et désignations (suite)

Commission de statistique (E/1999/L.1/Add.8)

Le Président invite le Conseil à élire huit membres de la Commission de statistique pour un mandat de quatre ans, prenant cours le 1^{er} janvier 2000, et attire l'attention du Conseil sur le document E/1999/L.1/Add.8.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que le Maroc et l'Ouganda sont appuyés par le Groupe des États africains; la Chine et le Pakistan sont appuyés par le Groupe des États asiatiques; la Hongrie et la Roumanie sont appuyées par le Groupe des États d'Europe orientale; le Pérou est appuyé par le Groupe

des États d'Amérique latine et des Caraïbes; et les États-Unis d'Amérique sont appuyés par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats dans tous les groupes est égal au nombre de postes vacants, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

La Chine, la Hongrie, le Maroc, le Pakistan, le Pérou, la Roumanie, l'Ouganda et les États-Unis d'Amérique sont élus membres de la Commission de statistique.

Commission de la population et du développement (E/1999/L.1/Add.8)

Le Président invite le Conseil à élire neuf membres de la Commission de la population et du développement pour un mandat de quatre ans prenant cours le 1^{er} janvier 2000 et attire l'attention du Conseil sur le document E/1999/L.1/Add.8.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que l'Algérie, le Kenya et l'Ouganda sont appuyés par le Groupe des États africains; le Japon et le Pakistan sont appuyés par le Groupe des États asiatiques; la Biélorussie est appuyée par le Groupe des États d'Europe orientale; le Brésil est appuyé par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; et la France et les Pays-Bas sont appuyés par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats dans tous les groupes est égal au nombre de postes vacants, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

L'Algérie, la Biélorussie, le Brésil, la France, le Japon, le Kenya, les Pays-Bas, le Pakistan et l'Ouganda sont élus membres de la Commission de la population et du développement.

Commission du développement social (E/1999/L.1/Add.8)

Le Président invite le Conseil à élire 15 membres de la Commission du développement social pour un mandat de quatre ans prenant cours le 1^{er} janvier 2000 et attire l'attention du Conseil sur le document E/1999/L.1/Add.8.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que le Bénin, le Ghana, le Nigéria et le Soudan sont appuyés par le Groupe des États africains; l'Indonésie, le Japon et la République de Corée sont appuyés par le Groupe des États asiatiques; les deux candidats non soutenus pour le Groupe des États d'Europe orientale sont la Biélorussie et la fédération de Russie; l'Équateur, le Guatemala et le Pérou sont appuyés par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; la France, l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique sont appuyés par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où, dans tous les groupes, le nombre de candidats est égal au nombre de postes vacants, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

La Biélorussie, le Bénin, l'Équateur, la France, l'Allemagne, le Ghana, le Guatemala, l'Indonésie, le Japon, le Nigéria, le Pérou, la République de Corée, la fédération de Russie, le Soudan et les États-Unis d'Amérique sont élus membres de la Commission du développement social.

Commission des droits de l'homme (E/1999/L.1/Add.8)

Le Président invite le Conseil à élire 15 membres de la Commission des droits de l'homme pour un mandat de trois ans, prenant cours le 1^{er} janvier 2000, et attire l'attention du Conseil sur le document E/1999/L.1/Add.8.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que le Groupe des États africains soutient les candidatures du Burundi, du Nigéria, du Swaziland et de la Zambie pour les quatre postes vacants. Il y a trois postes vacants pour le Groupe des États asiatiques, pour lesquels les quatre candidats non soutenus sont la Chine, l'Indonésie, le Japon et la République arabe syrienne. La Biélorussie et la République tchèque sont les deux candidats non soutenus au poste vacant du Groupe des États d'Europe orientale. L'Argentine, le Brésil, la République dominicaine et l'Équateur sont les candidats non soutenus aux trois postes vacants du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Il y a quatre postes vacants pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, pour lesquels les cinq candidats non soutenus sont l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la Turquie.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats pour le Groupe des États africains est égal au nombre de postes vacants, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

Le Burundi, le Nigéria, le Swaziland et la Zambie sont élus membres de la Commission des droits de l'homme.

Le Président dit que, dans la mesure où il y a plus de candidats du Groupe des États asiatiques, du Groupe des États d'Europe orientale, du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, le Conseil procédera à l'élection au scrutin secret de trois membres du Groupe des États asiatiques, d'un membre du Groupe des États d'Europe orientale, de trois membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et de quatre membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

À l'invitation du Président, M. Tapia (Chili), M. Bhuckory (Maurice), M^{me} Aftab (Pakistan) et M. Bahaitham (Arabie saoudite) font office de scrutateurs.

Un vote a lieu au scrutin secret.

Groupe des États asiatiques

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues :	
Chine :	48
Indonésie :	42
Japon :	42
République arabe syrienne :	27

Ayant obtenu la majorité requise, la Chine, l'Indonésie et le Japon sont élus membres de la Commission des droits de l'homme.

Groupe des États d'Europe orientale

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues :	
République tchèque :	31
Biélorussie :	23

Ayant obtenu la majorité requise, la République tchèque est élue membre de la Commission des droits de l'homme.

Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues:	
Brésil :	49
Argentine :	39
Équateur :	38
République dominicaine :	28

Ayant obtenu la majorité requise et le plus grand nombre de voix, le Brésil, l'Argentine et l'Équateur sont élus membres de la Commission des droits de l'homme.

Groupe des États d'Europe occidentale et autres États

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues :	
Italie :	45
Allemagne :	44
Portugal :	43
Espagne :	41
Turquie :	32

Ayant obtenu la majorité requise et le plus grand nombre de voix, l'Italie, l'Allemagne, le Portugal et l'Espagne sont élus membres de la Commission des droits de l'homme.

Commission de la condition de la femme
(E/1999/L.1/Add.8)

Le Président invite le Conseil à élire 10 membres de la Commission de la condition de la femme pour un mandat de quatre ans, prenant cours le 1^{er} janvier 2000, et attire l'attention du Conseil sur le document E/1999/L.1/Add.8.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que le Bénin et le Malawi sont appuyés par le Groupe des États africains; les candidats non soutenus pour les deux postes vacants du Groupe des États asiatiques

sont la Chine et le Kirghizistan; la Croatie est appuyée par le Groupe des États d'Europe orientale; le Brésil, le Chili et la République dominicaine sont appuyés par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; le Danemark et les États-Unis d'Amérique sont appuyés par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats de tous les groupes est égal au nombre de postes à pourvoir, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

Le Bénin, le Brésil, le Chili, la Chine, la Croatie, le Danemark, la République dominicaine, le Kirghizistan, le Malawi et les États-Unis d'Amérique sont élus membres de la Commission de la condition de la femme.

Commission des stupéfiants (E/1999/L.1/Add.8)

Le Président invite le Conseil à élire 33 membres de la Commission des stupéfiants pour un mandat de quatre ans, prenant cours le 1^{er} janvier 2000, et attire l'attention du Conseil sur le document E/1999/L.1/Add.8.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que l'Angola, le Bénin, l'Égypte, la Jamahiriya arabe libyenne, le Mozambique, le Soudan et le Swaziland sont appuyés par le Groupe des États africains; l'Inde, la République islamique d'Iran, le Kazakhstan, le Kirghizistan, les Philippines, la République de Corée et la Thaïlande sont appuyés par le Groupe des États asiatiques; la République tchèque, la Slovaquie et l'ex-République yougoslave de Macédoine sont appuyées par le Groupe des États d'Europe orientale; l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, Cuba, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela sont appuyés par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; et l'Autriche, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal et les États-Unis d'Amérique sont appuyés par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats de tous les groupes est égal au nombre de postes vacants, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

L'Angola, l'Argentine, l'Autriche, le Bénin, la Bolivie, le Brésil, le Canada, Cuba, la République tchèque, le Danemark, l'Équateur, l'Égypte, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Inde, la République islamique d'Iran, l'Italie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Jamahiriya arabe libyenne, le Mozambique, le Pérou, les Philippines, le Portugal, la République de Corée, la Slovaquie, le Soudan, le Swaziland, la Thaïlande, l'ex-République yougoslave de Macédoine, les États-Unis d'Amérique et le Venezuela sont élus membres de la Commission des stupéfiants.

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/1999/L.1/Add.8)

Le Président invite le Conseil à élire 20 membres de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale pour un mandat de trois ans, prenant cours le 1^{er} janvier 2000, et attire l'attention du Conseil sur le document E/1999/L.1/Add.8.

M. Monteiro (observateur du Portugal) dit qu'après consultation du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, le Portugal retire sa candidature.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que le Groupe des États africains appuie les candidatures de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc, du Nigéria, de la Sierra Leone, de l'Afrique du Sud, du Soudan et de la Tunisie; le Groupe des États asiatiques appuie les candidatures du Japon, du Pakistan, des Philippines et de la Thaïlande; le Groupe des États d'Europe orientale appuie les candidatures de la Biélorussie et de la fédération de Russie; la Bolivie, la Jamaïque et le Pérou sont appuyés par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; la Belgique, le Canada et l'Espagne sont appuyés par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats de tous les groupes est égal au nombre de postes à pourvoir, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

L'Algérie, la Biélorussie, la Belgique, la Bolivie, le Canada, l'Égypte, la Jamaïque, le Japon, le Maroc, le Nigéria, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, la fédération de Russie, la Sierra Leone, l'Afrique du Sud, l'Espagne, le Soudan, la Thaïlande et la Tunisie sont

élus membres de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

Commission des établissements humains (E/1999/L.1/Add.9)

Le Président invite le Conseil à élire 19 membres de la Commission des établissements humains pour un mandat de quatre ans, prenant cours le 1^{er} janvier 2000, et attire l'attention du Conseil sur le document E/1999/L.1/Add.9.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que l'Algérie, le Bénin, le Kenya, le Maroc et l'Ouganda sont appuyés par le Groupe des États africains; l'Inde et la Malaisie sont les candidats appuyés et la Géorgie et le Sri Lanka, les candidats non soutenus pour le Groupe des États asiatiques; la Croatie et la République tchèque sont appuyées par le Groupe des États d'Europe orientale; la Barbade, la Colombie et le Mexique sont appuyés par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; l'Allemagne, la Norvège et l'Espagne sont des candidates non soutenues pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats de tous les groupes est égal ou inférieur au nombre de postes vacants, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

L'Algérie, la Barbade, le Bénin, la Colombie, la Croatie, la République tchèque, la Géorgie, l'Allemagne, l'Inde, le Kenya, la Malaisie, le Mexique, le Maroc, la Norvège, l'Espagne, le Sri Lanka et l'Ouganda sont élus membres de la Commission des établissements humains.

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (E/1999/L.1/Add.10)

Le Président invite le Conseil à élire 21 membres du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication pour un mandat de trois ans, prenant cours le 1^{er} janvier 2000, et attire l'attention du Conseil sur le document E/1999/L.1/Add.10.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que le Gabon, le Maroc, la Namibie, le Soudan et le

Swaziland sont appuyés par le Groupe des États africains; la Chine, le Kazakhstan et la Thaïlande sont appuyés par le Groupe des États asiatiques; la fédération de Russie est appuyée par le Groupe des États d'Europe orientale; le Panama est le candidat non soutenu pour le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, l'Espagne, la Suisse et le Royaume-Uni sont les candidats non soutenus pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats dans tous les groupes est égal ou inférieur au nombre de postes vacants, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

La Chine, le Gabon, l'Allemagne, l'Italie, le Kazakhstan, le Maroc, la Namibie, le Panama, le Portugal, la fédération de Russie, l'Espagne, le Soudan, le Swaziland, la Suisse, la Thaïlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont élus membres du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication.

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/1999/L.1/Add.13)

Le Président invite le Conseil à élire 11 membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour un mandat de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2000. Des informations relatives au Conseil d'administration sont données dans le document E/1999/L.1/Add.13.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que la Côte d'Ivoire et la Guinée sont appuyées par le Groupe des États africains; l'Inde et la République islamique d'Iran sont appuyées par le Groupe des États asiatiques; la Roumanie est appuyée par le Groupe des États d'Europe orientale; la Bolivie ainsi que la Trinité-et-Tobago sont appuyées par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; la Grèce, l'Italie, la Turquie et les États-Unis d'Amérique sont appuyés par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats dans tous les groupes est égal au nombre de postes à pourvoir, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

La Bolivie, la Côte d'Ivoire, la Grèce, la Guinée, l'Inde, la République islamique d'Iran, l'Italie, la Roumanie, la Trinité-et-Tobago, la Turquie et les États-Unis d'Amérique sont élus membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

M. Kaariainen (observateur de la Finlande), parlant au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, dit que la France, la Norvège et la Suisse ne seront pas en mesure de remplir leur mandat au Conseil d'administration de l'UNICEF et renonceront à leur siège le 1^{er} janvier 2000. En vertu d'un accord de rotation conclu par le Groupe, leurs mandats seront repris par l'Espagne, la Suède et les Pays-Bas respectivement.

Le Président dit qu'il suppose que le Conseil est d'accord que les mandats de la France, de la Norvège et de la Suisse au Conseil d'administration de l'UNICEF soient achevés par l'Espagne, la Suède et les Pays-Bas respectivement.

Il en est ainsi décidé.

Conseil de coordination du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/Sida) (E/1999/L.1/Add.15)

Le Président invite le Conseil à élire cinq membres du Conseil de coordination du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/Sida) (ONUSIDA) pour un mandat de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2000. Des informations relatives au Conseil sont reprises dans le document E/1999/L.1/Add.15.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que le Sénégal est appuyé par le Groupe des États africains; le Mexique est appuyé par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; la Finlande et la Grèce sont appuyées par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États. Aucun candidat n'est proposé par le Groupe des États asiatiques.

Le Président dit que, dans la mesure où, dans tous les groupes, le nombre de candidats est égal ou

inférieur au nombre de postes vacants, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

La Finlande, la Grèce, le Mexique et le Sénégal sont élus membres du Conseil de coordination du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/Sida).

M. Kaariainen (observateur de la Finlande), parlant au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, dit que l'Espagne, l'Allemagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suisse et la Belgique ne seront pas en mesure de remplir leur mandat au Conseil de coordination du programme ONUSIDA et renonceront à leur siège le 1^{er} janvier 2000. En vertu d'un accord de rotation conclu par le Groupe, leurs mandats seront terminés par les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, la Suède et le Luxembourg respectivement.

Le Président dit qu'il suppose que le Conseil est d'accord que les mandats de l'Espagne, de l'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse et de la Belgique au Conseil de coordination du programme ONUSIDA soient achevés par les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, la Suède et le Luxembourg respectivement.

Il en est ainsi décidé.

Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (E/1999/L.1/Add.18)

Le Président invite le Conseil à procéder à la désignation de trois membres du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et attire l'attention sur la liste des candidats reprise dans le document E/1999/L.1/Add.18. Les élus auront un mandat de trois ans prenant cours le 1^{er} juillet 1999. Dans la mesure où le nombre de candidats appuyés par le Groupe des États africains et le Groupe des États asiatiques est égal au nombre de postes vacants, il suppose que le Conseil veut désigner ces candidats.

Il en est ainsi décidé.

Hanan El-Malki (République arabe syrienne) et Jane Nambakire Mulemwa (Ouganda) sont désignées

au Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme.

Le Président dit que, dans la mesure où il y a plus de candidats du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États que de postes à pourvoir, le Conseil élira un candidat de ce Groupe pour désignation au Conseil lors d'une séance ultérieure.

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Le Président rappelle que l'Assemblée générale a décidé, dans sa résolution 53/121 du 9 décembre 1998, de porter le nombre de membres du Comité exécutif du Programme du haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de 53 à 54 et demandé au Conseil d'élire le nouveau membre.

Il invite le Conseil à élire un État pour occuper le nouveau poste, auquel la candidature du Mozambique a été proposée. Il dit qu'il suppose qu'en l'absence d'autres candidats, le Conseil veut élire le Mozambique par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

Le Mozambique est élu membre du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Comité du programme et de la coordination (E/1999/L.1/Add.16)

Le Président invite le Conseil à désigner 20 membres pour élection par l'Assemblée générale au Comité du programme et de la coordination pour un mandat de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2000. Les informations relatives au Comité sont données dans le document E/1999/L.1/Add.16.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que le Cameroun, le Gabon, la Mauritanie et le Zimbabwe sont appuyés par le Groupe des États africains; le Bangladesh, l'Indonésie, la République islamique d'Iran et le Pakistan sont appuyés par le Groupe des États asiatiques; la Pologne, Moldova et l'Ukraine sont appuyées par le Groupe des États d'Europe orientale; l'Argentine, le Brésil, Cuba et le Pérou sont appuyés par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Il y a cinq postes à pourvoir pour le Groupe des États d'Europe

occidentale et autres États, pour lesquels les cinq candidats non soutenus sont l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, Saint-Marin ainsi que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Président dit qu'il suppose que le Conseil veut désigner les candidats dont les noms ont été cités.

Il en est ainsi décidé.

L'Argentine, le Bangladesh, le Brésil, le Cameroun, Cuba, le Gabon, l'Allemagne, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, l'Italie, la Mauritanie, Moldova, le Pakistan, le Pérou, la Pologne, le Portugal, Saint-Marin, l'Ukraine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que le Zimbabwe sont désignés par acclamation.

Commission du développement durable (E/1999/L.1/Add.8)

Le Président invite le Conseil à élire 16 membres de la Commission du développement durable pour un mandat de trois ans, qui débutera à la séance organisationnelle de la neuvième session de la Commission en 2000 et expirera à la clôture de la onzième session de la Commission en 2003. Des informations relatives à la Commission sont reprises dans le document E/1999/L.1/Add.8.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que Madagascar, le Mali, le Soudan et l'Ouganda sont appuyés par le Groupe des États africains; la Biélorussie et la Pologne sont appuyées par le Groupe des États d'Europe orientale; l'Australie, l'Allemagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que les États-Unis d'Amérique sont appuyés par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États. Le Groupe des États asiatiques a trois sièges, pour lesquels les quatre candidats non soutenus sont le Japon, le Koweït, le Pakistan et la Thaïlande. Pour les trois sièges du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, il y a quatre candidats non soutenus, à savoir la Bolivie, le Guatemala, le Mexique et le Panama.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats proposés par le Groupe des États africains, le Groupe des États d'Europe orientale et le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États est égal au nombre de postes à pourvoir dans ces groupes, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

L'Australie, la Biélorussie, l'Allemagne, Madagascar, le Mali, la Pologne, le Soudan, l'Ouganda, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que les États-Unis d'Amérique sont élus membres de la Commission du développement durable.

Le Président invite le Conseil à élire, au scrutin secret, trois membres du Groupe des États asiatiques et trois membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

À l'invitation du Président, M. Alatas (Indonésie) et M. Contreras (Venezuela) font office de scrutateurs.

Un vote a lieu au scrutin secret.

Groupe des États asiatiques

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues :	
Pakistan	50
Japon	44
Thaïlande	35
Koweït	27
République de Corée	1

Ayant obtenu la majorité requise, le Japon, le Pakistan et la Thaïlande sont élus membres de la Commission du développement durable.

M. Lee See-young (République de Corée) remercie la délégation qui a voté pour son pays, qui, en réalité, était déjà membre de la Commission.

Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues :	
Guatemala	46
Mexique	46
Bolivie	33
Panama	33
Antigua-et-Barbuda	1

Ayant obtenu la majorité requise et le plus grand nombre de voix, le Guatemala et le Mexique sont élus membres de la Commission du développement durable.

Comme deux candidats ont obtenu un même nombre de voix, un deuxième tour a lieu au scrutin secret.

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Abstentions :	2
Nombre de membres votant :	52
Majorité requise :	27
Nombre de voix obtenues :	
Bolivie	33
Panama	19

Ayant obtenu la majorité requise, la Bolivie est élue membre de la Commission du développement durable.

Organe international de contrôle des stupéfiants (E/1999/L.1/Add.11, 12, 17, 19 et 20)

Le Président attire l'attention sur les documents E/1999/L.1/Add.11, 17, 19 et 20, qui reprennent les noms des candidats pour l'Organe international de contrôle des stupéfiants désignés par les gouvernements, et sur le document E/1999/L.1/Add.12, reprenant la liste de noms présentés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il note que Philip Onagwele Emafo du Nigéria est désigné à la fois par le Gouvernement du Nigéria et l'OMS. Il s'est assuré que la procédure est conforme aux dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, amendée par le Protocole de 1972. Si M. Emafo est élu parmi les candidats désignés par les gouvernements, son nom sera rayé de la liste des candidats proposés par l'OMS.

Il invite le Conseil à élire, au scrutin secret, cinq membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants parmi les candidats désignés par les Gouvernements pour un mandat de cinq ans prenant cours le 2 mars 2000.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) dit que l'Ukraine retire la candidature de Vladimir Belyavsky.

À l'invitation du Président, M^{me} Tavora (Brésil) et M^{me} Afifi (Maroc) font office de scrutateurs.

Un vote a lieu au scrutin secret.

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues :	
Nüzhet Kandemir (Turquie)	34
María Elena Medina Mora (Mexique)	29
Edouard Armenakovich Babayan (Fédération de Russie)	28
Mohamed Abbas Mansour (Égypte)	19
Zheng Jiwang (Chine)	18
Elba Torres Graterol (Venezuela)	18
Alfredo Pemjean (Chili)	14
Carlos María Alvarez Vara (Espagne)	12
Oskar Schroeder (Allemagne)	12
Witold Wieniawski (Pologne)	10
Leonard Blumenthal (Canada)	9
Juhana Idänpää-Heikkilä (Finlande)	9
Philip Lazarov (Bulgarie)	7
Jakob Lindberg (Suède)	7
Maurice Randrianame (Madagascar)	7
Chavalit Yodmani (Thaïlande)	7
Philip Onagwele Emafo (Nigéria)	6
Jules Akmel Akpa (Côte d'Ivoire)	5
António Lourenço Martins (Portugal)	5
Jorge Emilio Cedeño Samaniego (Panama)	4
Rainer Wolfgang Schmid (Autriche)	3
Milan Skrlj (Slovénie)	2

Ayant obtenu la majorité requise, Nüzhet Kandemir (Turquie), María Elena Medina Mora (Mexique) et Edouard Armenakovich Babayan (fédération de Russie) sont élus membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

Le Président dit que, comme aucun autre candidat n'obtient la majorité requise, le Conseil procédera à un second tour, limité aux quatre candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix sans avoir obtenu la majorité requise.

À l'invitation du Président, M^{me} Tavora (Brésil) et M^{me} Afifi (Maroc) font office de scrutateurs.

Un vote a lieu au scrutin secret.

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues :	
Zheng Jiwang (Chine)	31

Mohamed Abbas Mansour (l'Égypte)	27
Alfredo Pemjean (Chile)	23
Elba Torres Graterol (Venezuela)	22

Ayant obtenu la majorité requise, Zheng Jiwang (Chine) est élu membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

Le Président dit qu'un troisième scrutin, destiné à élire un cinquième membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, limité aux deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix sans avoir obtenu la majorité requise au deuxième tour, sera organisé lors d'une réunion ultérieure.

Il invite le Conseil à élire un membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants parmi les candidats proposés par l'OMS.

À l'invitation du Président, M^{me} Kaji (le Japon) et M^{me} Moteetee (Lesotho) font office de scrutateurs.

Un vote a lieu au scrutin secret.

Nombre de votes :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Abstentions :	1
Nombre de membres votant :	53
Majorité requise :	27
Nombre de voix obtenues :	
Philip Onagwele Emafo (Nigéria)	23
Kalman Szendrei (Hongrie)	20
Abdullahi Sheikh Elmi (Somalie)	10

Le Président dit que, comme aucun candidat n'obtient la majorité requise, un deuxième tour, limité aux deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix sans obtenir la majorité requise au premier tour, se tiendra lors d'une réunion ultérieure.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la population
(E/1999/L.1/Add.14)

Le Président invite le Conseil à élire 11 membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la population, pour un mandat de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2000. Des informations relatives au Conseil d'administration sont données dans le document E/1999/L.1/Add.14.

M^{me} Newell (secrétaire adjoint du Conseil) fait lecture de la liste suivante de candidats: l'Égypte et le

Togo pour les deux postes vacants à pourvoir par le Groupe des États africains; l'Indonésie, le Kazakhstan et le Viet Nam pour les deux postes vacants à occuper par le Groupe des États asiatiques; la fédération de Russie pour le poste vacant à pourvoir par le Groupe des États d'Europe orientale; Antigua-et-Barbuda, le Brésil et le Honduras pour les deux postes vacants à pourvoir par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes; la Belgique, le Japon, les Pays-Bas et la Suède pour les quatre postes vacants à pourvoir par le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Le Président dit que, dans la mesure où le nombre de candidats pour le Groupe des États africains, le Groupe des États d'Europe orientale et le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États est égal au nombre de postes vacants pour ces groupes, il suppose que le Conseil veut les élire par acclamation.

Il en est ainsi décidé.

La Belgique, l'Égypte, le Japon, les Pays-Bas, la fédération de Russie, la Suède et le Togo sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population.

Le Président dit que dans la mesure où il y a plus de candidats du Groupe des États asiatiques et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes que de postes à pourvoir, le Conseil procédera à l'élection, au scrutin secret, de deux membres pour chacun de ces groupes.

À l'invitation du Président, M^{me} Samah (Algérie) et M. Felten (Allemagne) font office de scrutateurs.

Un vote a lieu au scrutin secret.

Groupe des États asiatiques

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues :	
Viet Nam	48
Indonésie	36
Kazakhstan	21

Ayant obtenu la majorité requise, l'Indonésie et le Viet Nam sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le Développement et du Fonds des Nations Unies pour la population.

Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes

Nombre de bulletins :	54
Nombre de bulletins valides :	54
Nombre de membres votant :	54
Majorité requise :	28
Nombre de voix obtenues :	
Honduras	3
Brésil	39
Antigua-et-Barbuda	24

Ayant obtenu la majorité requise, le Brésil et le Honduras sont élus membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population.

M. Kaariainen (observateur de la Finlande), parlant au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, dit que au titre de l'accord de rotation, le Canada, le Danemark et l'Espagne n'achèveront pas leur mandat de membre du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population et céderont leur siège à la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la France respectivement, à partir du 1^{er} janvier 2000.

Le Président dit qu'il suppose que le Conseil désire marquer son accord concernant ces remplacements.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 10.